



Assemblée générale

Distr. générale
13 juillet 2000
Français
Original: anglais

Cinquante-cinquième session

Point 75 g) de l'ordre du jour provisoire*

Examen et application du Document de clôture de la douzième session extraordinaire de l'Assemblée générale : Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement

Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement

Rapport du Secrétaire général**

Résumé

Le présent rapport est présenté en application de la résolution 53/78 E (1998), dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport sur l'exécution du Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement au cours de la période allant de juillet 1998 à juin 2000.

Le rapport décrit les ressources et activités que le Département des affaires de désarmement a déployées afin de mettre en oeuvre un programme renforcé de sensibilisation dans les domaines prioritaires suivants :

- a) Armes de destruction massive;
- b) Armes classiques, en particulier armes légères et armes portatives.

Dans le cadre de la mise en oeuvre de son programme, le Département a fait de plus en plus appel à des moyens électroniques : il a créé un site Internet très complet, et utilisé des logiciels sophistiqués de publication assistée par ordinateur pour mettre les informations à la disposition d'un large éventail d'utilisateurs.

* A/55/150.

** Le présent rapport a été établi en application de la résolution 53/78 E de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a notamment prié le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-cinquième session un rapport sur l'exécution du Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement au cours des deux années précédentes (de juillet 1998 à juin 2000) ainsi que sur les activités envisagées pour les années suivantes.

Conformément à la politique du Secrétaire général consistant à renforcer les liens avec la société civile, le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement a intensifié ses échanges avec les organisations non gouvernementales et les instituts de recherche.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–4	4
A. Priorités	2	4
B. Impact des nouvelles technologies	3	4
C. Société civile	4	4
II. Ressources consacrées à l'information et à l'éducation	5–14	4
A. Publications parues depuis juillet 1998	5–7	4
B. Site Internet	8–10	5
C. Expositions	11–14	6
III. Activités d'information et d'éducation	15–21	6
A. Colloques	15	6
B. Messenger de la paix	16	7
C. Liaison avec l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement (UNIDIR)	17–18	8
D. Conseil consultatif pour les études sur le désarmement : débat sur l'éducation	19	9
E. Association internationale des recteurs d'université	20	9
F. Réunions d'information	21	9
IV. Coopération avec la société civile	22–26	9
A. Collaboration avec les organisations non gouvernementales	23	9
B. Représentation à des réunions d'organisations non gouvernementales	24–25	10
C. Participation des organisations non gouvernementales aux réunions intergouvernementales	26	10
V. Activités régionales	27	10
VI. Formation	28–30	10
A. Programme de bourses de l'ONU	28	10
B. Accueil de stagiaires	29	10
C. Ateliers de surveillance coopérative	30	11

VII. Activités du Département de l'information	31–39	11
A. Radio	32	11
B. Télévision	33	11
C. Publications	34–35	12
D. Organisations non gouvernementales	36	12
E. Renseignements	37	12
F. Centres d'information des Nations Unies	38	12
G. Autres activités	39	12

I. Introduction

1. Dans sa résolution 53/78 E, adoptée le 4 décembre 1998 sans avoir été mise au vote, l'Assemblée générale a notamment prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-cinquième session, un rapport portant à la fois sur la façon dont les organismes des Nations Unies auraient exécuté, durant les deux années précédentes, les activités au titre du programme d'information des Nations Unies sur le désarmement et sur celles qu'ils envisagent pour les deux années suivantes. Le programme d'information, dont l'administration incombe principalement au Service du suivi, de la gestion de la base de données et de l'information du Département des affaires de désarmement a été renforcé par le recrutement, en 1999, d'un spécialiste des questions politiques de la classe P-3. Un additif au présent rapport, qui sera publié ultérieurement, fournira des informations concernant le statut du Fonds d'affectation spéciale.

A. Priorités

2. Le programme d'information reflète les priorités du programme de travail du Département des affaires de désarmement. L'une d'entre elles reste la question des armes de destruction massive, en particulier les armes nucléaires. Les sections qui suivent montrent comment le programme a répondu à ces préoccupations par le biais de publications, de colloques, d'expositions et d'autres activités, notamment dans le cadre des activités préparatoires de la Conférence de 2000 des Parties au Traité sur la non-prolifération ainsi que de la Conférence proprement dite. La proposition faite par le Secrétaire général, dans son rapport à l'Assemblée du millénaire (A/54/2000), d'organiser une grande conférence internationale pour trouver plus facilement les moyens de mettre fin à la menace nucléaire va dans le même sens. Parmi les autres questions prioritaires figurent celles des armes classiques, de l'accumulation excessive et déstabilisatrice des armes légères et des armes portables et des rapports entre désarmement et développement. Ces préoccupations sont également manifestes dans les travaux qui sont décrits ci-après et auront certainement un impact sur le programme futur dans la mesure où la Conférence des Nations Unies sur le trafic illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects doit se tenir au milieu de l'année 2001, et où le Secrétaire général a récemment institué

un groupe directeur de haut niveau sur le désarmement et le développement.

B. Impact des nouvelles technologies

3. Comme l'avait annoncé le rapport du Secrétaire général sur le Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement de 1998 (A/53/161 et Add.1 et Corr.1), les nouvelles technologies ont eu une incidence majeure sur les activités du Programme. De petites publications, qui ne sont pas destinées à la vente, peuvent être consultées sur le site du Département dès qu'elles sont approuvées, alors que leur diffusion sur papier peut prendre plusieurs mois. À l'aide de logiciels perfectionnés de publication assistée par ordinateur, le Département a pu produire les couvertures de ces documents, et réaliser ainsi des économies considérables de temps et d'argent.

C. Société civile

4. Conformément au vœu exprimé par le Secrétaire général, le programme a intensifié au cours des deux dernières années ses contacts avec divers aspects de la société, principalement les organisations non gouvernementales (ONG) et les instituts de recherche, ainsi qu'on le verra ci-après. Les travaux du Département qui ont suscité le plus grand intérêt auprès des ONG et des instituts spécialisés sont ceux qui ont porté sur le désarmement et la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que sur les armes légères. Ainsi, on peut s'attendre à la poursuite de nombreux échanges dans le cadre de l'examen des résultats de la Conférence de 2000 des Parties au Traité sur la non-prolifération ainsi que de la préparation de la conférence de 2001 sur les armes légères.

II. Ressources consacrées à l'information et à l'éducation

A. Publications parues depuis juillet 1998

5. Depuis la parution du précédent rapport, le Département a développé ses activités de publication. Ainsi que cela a déjà été mentionné, il a utilisé son site Internet pour accélérer la publication de certains documents. N'ayant pas les ressources humaines nécessaires pour imprimer toutes les publications qu'il aurait

souhaité, il a, lors de certains colloques, partagé une partie des travaux de publication avec des communications présentées avec l'organisation coordonnatrice. Par manque de ressources, il n'a pu distribuer les publications en temps voulu, tandis que des raisons similaires ont sensiblement retardé l'impression de certaines publications par le Département des affaires de l'Assemblée générale et des services de conférence.

6. Les publications dont la liste suit sont parues depuis juillet 1998. Un astérisque (*) indique que la publication est affichée sur le site Internet du Département.

a) *Annuaire du Département des Nations Unies*, vol. 23 (1998) (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.99.IX.1) et vol. 24 (1999) (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.00.IX.1); à paraître dans toutes les langues officielles;

b) *Série d'études sur le désarmement : armes légères*, No 28 (1999) (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.99.IX.7); à paraître dans toutes les langues officielles;

c) *Études spéciales* :

i) *Towards a world free from nuclear weapons: Why South Africa gave up the nuclear option/Vers un monde exempt d'armes nucléaires : pourquoi l'Afrique du Sud a abandonné l'option nucléaire*, No 1 (juillet 1999) (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.99.IX.4/F.99.IX.4);

ii) *Missile development and its impact on global security*, No 2 (septembre 1999) (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.99.IX.8); à paraître en français;

iii) *Symposium on nuclear doctrines*, No 3 (décembre 1999) (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.00.IX.2); à paraître en français;

d) **Actualité du Département des affaires de désarmement*, octobre 1998; juin, septembre, décembre 1999; mars 2000;

e) **Résolutions et décisions de l'Assemblée générale*, cinquante-troisième session et cinquante-quatrième session;

f) Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique, bulletin trimestriel, octobre-décembre 1999, No 24;

g) *Forging Security and Development Initiatives*, brochure publiée par le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes;

h) *Publications spéciales* :

i) Workshop on Weapons Collection and Integration of Former Combatants into Civil Society/Seminario Taller sobre recolección de armas e integración de excombatientes en la sociedad civil (1999) (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.99.IX.6/S.99.IX.6);

ii) **2000 Review Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons – 24 April-19 May, New York* (publication des Nations Unies, à paraître en français);

iii) **2000 Review Conference of the Parties to the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons – 24 April-19 May, New York/Conférence d'examen des parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires – 24 avril-19 mai 2000, New York (2000) (DPI/2085)* (rédiger et imprimé par le Département des affaires de désarmement).

7. Au cours de la période considérée, les documents ci-après ont également été publiés en coopération avec le Comité d'ONG pour le désarmement :

a) *1998: The Future of Disarmament* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.99.IX.2); en anglais seulement;

b) *1999: The World at a Critical Turning Point* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.99.IX.5); en anglais seulement.

B. Site Internet

8. Pour coordonner et regrouper les ressources de l'ONU relatives au désarmement et aux questions de sécurité internationale, le site du Département créé en 1996, a été incorporé à celui de l'ONU consacré au désarmement qui offre désormais des renvois avec, par exemple, la Première Commission (désarmement et sécurité internationale)¹, la Commission du désarmement², la Conférence du désarmement³, le Département des af-

fares de désarmement⁴ et l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR)⁵.

9. Le site du Département des affaires de désarmement permet d'accéder au site de chacun des cinq services du Département : le Service du secrétariat de la Conférence du désarmement et de l'appui à la Conférence (Genève); le Service des armes de destruction massive; le Service des armes classiques (et mesures concrètes de désarmement); le Service du suivi; de la gestion de la base de données et de l'information; et le Service (du désarmement) régional. On y trouve, entre autres ressources, une série de documents qui sont régulièrement mis à jour : déclarations du Secrétaire général, de la Vice-Secrétaire générale et du Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement; communiqués de presse; et bases de données sur les résolutions et décisions concernant le désarmement, les accords multilatéraux relatifs à la réglementation des armements et au désarmement, et les rapports présentés par les États parties à la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, en vertu de l'article 7 dudit accord.

10. Compte tenu du souci de plus en plus marqué d'accorder la même importance à toutes les langues, le Département des affaires de désarmement a affiché sur son site un certain nombre de documents dans plusieurs des langues officielles de l'ONU. Toutefois, pour pouvoir poursuivre les actions menées dans ce domaine, il faudrait un accroissement sensible des ressources, tant humaines que technologiques, qui sont nécessaires pour concevoir, coordonner, produire et gérer des informations en plusieurs langues.

C. Expositions

11. En 1998, dans le cadre de la célébration de la Journée des Nations Unies à l'Office des Nations Unies à Genève, le service du Département à Genève a installé un stand où étaient présentées des publications et autres informations produites par le Département des affaires de désarmement.

12. En 1998, une exposition intitulée « Les Nations Unies et le désarmement : vers un monde dénucléarisé », organisée par plusieurs ONG et parrainée par le Département dans le cadre du Programme d'information des Nations Unies sur le désarmement, a

également été présentée à Genève et à Vienne. Il est prévu que l'exposition parte en tournée.

13. En 1999, le Département et l'UNICEF ont collaboré à la production et à la présentation d'une exposition itinérante contre les armes légères et pour la défense des droits des enfants, qui bénéficiait du soutien financier de la Mission permanente de la Principauté d'Andorre auprès de l'Organisation des Nations Unies. Cette exposition visait à mettre en évidence les conséquences dramatiques que la facilité avec laquelle il est possible de se procurer des armes légères a pour les femmes et les enfants et à présenter les activités que mène l'ONU pour s'attaquer à ce problème et pour encourager les gouvernements et le public à adopter de nouvelles mesures afin d'y remédier. L'ouverture de cette exposition au Siège de l'ONU, le 15 juillet, a été marquée par une cérémonie officielle, à laquelle ont assisté la Vice-Secrétaire générale et l'acteur et producteur Michael Douglas, en tant que « Messenger de la paix ». L'exposition a ensuite fait une tournée au cours de laquelle elle a été successivement présentée à la Maison l'UNICEF (New York), puis à La Haye, en Andorre et à Lomé. D'autres pays demandent à l'accueillir.

14. En février 2000, les Secrétaires généraux adjoints du Département de l'information et du Département des affaires de désarmement ont entamé la modernisation de l'exposition permanente sur le désarmement, qui est présentée lors de la visite guidée des bâtiments de l'Organisation. Les travaux devaient s'achever avant le 23 octobre 2000, date prévue pour l'inauguration de l'exposition destinée à montrer que l'ONU a un rôle important à jouer non seulement dans le domaine du désarmement nucléaire et des autres armes de destruction massive, mais aussi dans celui des armes classiques, des armes légères et des mines terrestres.

III. Activités d'information et d'éducation

A. Colloques

15. En 1998, le Département a entamé une série de débats sur des questions relatives à la limitation des armements et au désarmement (voir tableau ci-après) afin de promouvoir une meilleure compréhension de ces questions dans les États Membres et au sein de la société civile et de faciliter les débats sur ce sujet. Le

plus souvent, les exposés présentés lors de ces colloques ont fait l'objet (ou vont faire l'objet), de publications qui vont être affichées sur le site du Département afin de leur donner une plus grande diffusion.

26 octobre 1998	<i>Colloque sur la levée de l'état d'alerte des armes nucléaires.</i> Ce premier colloque a été animé par un groupe de quatre experts.
22 avril 1999	<i>Colloque sur la mise au point de missiles et son impact sur la sécurité mondiale.</i> Des experts venant de cinq régions ont examiné les différents aspects de ce problème. (voir l'Étude spéciale No 2 du Département des affaires de désarmement.)
20 juillet 1999	<i>Colloque sur le désarmement et le développement,</i> organisé en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, le Département des opérations de maintien de la paix, le PNUD et l'organisation Economists Allied for Arms Reduction (ECAAR). Première manifestation de ce type organisée sous l'égide du Groupe directeur de haut niveau sur le désarmement et le développement. Les exposés ont été publiés dans <i>ECAAR Papers: United Nations Symposium on Disarmament and Development</i> (ECAAR, 2000).
18 octobre 1999	<i>Colloque sur le thème des doctrines nucléaires.</i> À la suite d'une suggestion présentée par le représentant des Îles Salomon à la Première Commission lors de la cinquante-troisième session de l'Assemblée générale, un groupe de quatre experts internationaux s'est exprimé sur ce sujet (voir Étude spéciale No 3 du Département).
24 mars 2000	<i>Colloque sur le renforcement de la Convention sur les armes biologiques : Coopération internationale et échanges dans le domaine de la biotechnologie.</i> Ce colloque, organisé en partenariat avec le Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie (CIGGB) et le Département, a marqué le vingt-cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes biologiques. Son organisation était liée à celle d'une manifestation similaire à Genève sous l'égide de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (une étude spéciale du Département sera publiée et affichée sur le site Internet).
1er mai 2000	<i>Contrôle des armements et désarmement : Une nouvelle approche conceptuelle.</i> Cette table ronde qui a rassemblé six experts a été parrainée par le Département et le Stockholm International

Peace Research Institute (SIPRI) (publication conjointe rédigée par le SIPRI et publiée par le Département).

21 juin 2000

Restructuration de l'Industrie mondiale de l'armement et ses conséquences. C'était la deuxième table ronde de la série organisée sous l'égide du Groupe directeur de haut niveau sur le désarmement et le développement; organisée par le Département avec la participation de l'ECAAR et du World Policy Institute. Cinq experts y ont participé (leurs communications seront publiées par l'ECAAR).

B. Messenger de la paix

16. Le 30 juillet 1998, le Secrétaire général a nommé l'acteur Michael Douglas « Messenger de la paix ». Il a été annoncé que M. Douglas se consacrerait à deux causes : le désarmement et les droits de l'homme. Outre ses activités officielles de Messenger de la paix, qui sont décrites dans le tableau ci-après, M. Douglas profite de l'occasion offerte par ses entretiens avec la presse pour faire passer des messages sur le désarmement nucléaire et le contrôle des armes légères.

27 juin 1998	Vienne	M. Douglas a participé à la célébration par l'ONU du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme au cours de laquelle il a récité le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Lors d'une table ronde, il a également prononcé une brève allocution sur le droit à la sécurité, appelant à l'unité afin de mettre fin au « cauchemar des armes nucléaires ».
(peu avant sa nomination)		
25 septembre 1998	Siège de l'ONU	A prononcé l'allocution principale lors du Séminaire sur les initiatives visant à arrêter l'utilisation illicite des armes légères, parrainé par le British American Security Information Council (BASIC), appelant les détenteurs d'armes à feu à faire preuve de responsabilité afin de protéger les enfants et l'État à étendre ses contrôles pour empêcher l'usage à des fins criminelles, notamment en imposant la gravure d'inscriptions sur les canons. Il a déclaré que « Là où il y a des armes, il y a de la violence et les balles finissent par remplacer les bulletins de vote comme moyen de

		régler des conflits politiques », a évoqué nombre des actions menées par l'ONU et appelé tous les pays à en suivre l'exemple.
30 octobre 1998	Siège de l'ONU	A prononcé une allocution devant le Forum international des femmes, appelant à l'élimination des armes nucléaires et au renforcement du contrôle du trafic des armes légères pour protéger la population civile.
10 décembre 1998	Siège de l'ONU	À l'occasion de la célébration de la Journée des droits de l'homme, M. Douglas, accompagné de deux autres Messagers de la paix, Mme Anna Cataldi et M. Luciano Pavarotti, et le Secrétaire général, ont présenté les « passeports sur les droits des enfants ». M. Douglas a souligné que tous les enfants avaient droit à la sécurité et au développement.
20 juillet 1999	Siège de l'ONU	En présence de la Vice-Secrétaire générale et du Directeur général adjoint de l'UNICEF, de l'Ambassadeur d'Andorre auprès de l'ONU et du Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, M. Douglas a inauguré l'exposition itinérante contre les armes légères et pour la défense des droits des enfants. Il a également pris la parole en tant que citoyen préoccupé par la violence liée à l'utilisation des armes à feu tant aux États-Unis que dans les conflits partout dans le monde. Qu'ils soient tués ou qu'ils tuent, les enfants sont toujours des victimes.
10 et 11 octobre 1999	Gramsh (Albanie)	À la demande du Département des affaires de désarmement, s'est rendu sur le site d'un projet pilote du Département et du PNUD afin d'assister à une opération de destruction des armes collectées et de prendre connaissance des projets de développement communautaire financés en contrepartie. Il a également visité la région d'Elbasan afin d'encourager ses habitants à promouvoir le projet dans la région. Les manifestations publiques qui ont eu lieu à Tirana ont attiré l'attention de la communauté nationale et internationale sur la nécessité de financer les projets.
20 mars 2000	Londres	A été reçu par la Commission multipartite de la Chambre des communes sur la non-prolifération et la sécurité mondiale. Au cours de cette visite, il a demandé aux

députés de promouvoir de nouvelles réductions des armes nucléaires. Il s'est entretenu avec le Ministre des affaires étrangères, Robin Cook, et le Ministre des affaires du Commonwealth, Peter Hain et leur a demandé que le Royaume-Uni inter-cède auprès des États-Unis et de la Fédération de Russie afin de relancer les pour-parlers sur la réduction des armes stratégiques.

Le Messager de la paix devrait jouer un rôle très important au cours des activités préparatoires de la Conférence de 2001 en appuyant les activités du Département dans le domaine de l'information sur les armes légères.

C. Liaison avec l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement (UNIDIR)

17. Conformément à l'article 1 de son statut⁶, l'Institut travaille en liaison étroite avec le Département des affaires de désarmement qui nomme les membres de son Conseil d'administration et organise ses réunions (le Conseil consultatif pour les études sur le désarmement fait fonction de Conseil d'administration de l'Institut). D'après son statut, l'Institut doit consulter le Département sur les questions budgétaires. En outre, le Département l'aide à établir les deux rapports qu'il doit présenter à l'Assemblée générale.

18. Le Département coordonne ses activités de diffusion avec l'Institut, notamment pour ce qui est des publications et des colloques. Les 25 et 26 août 1999, le Département et l'Institut ont coparrainé à Genève une réunion internationale d'experts sur les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale. Cette réunion avait notamment pour but de donner suite à la résolution 53/70 de l'Assemblée générale portant sur le même sujet, proposée en 1998 par la Fédération de Russie et adoptée sans vote. Soixante-huit experts gouvernementaux et non gouvernementaux de 40 pays y ont assisté. Il s'agissait de faire prendre conscience aux États membres du risque potentiel que présentent ces technologies et d'entamer des discussions multilatérales.

D. Conseil consultatif pour les études sur le désarmement : débat sur l'éducation

19. À sa session de janvier-février 2000, le Conseil consultatif pour les études sur le désarmement a examiné la question de l'éducation pour le désarmement et de la non-prolifération. Devant la passivité des gouvernements et du public face aux dangers qui continuent de menacer la communauté mondiale, en particulier du fait des armes nucléaires, le Conseil a recommandé que le Secrétaire général envisage la possibilité de mener une étude sur l'éducation pour le désarmement. À sa session de juillet, il a élaboré un projet de mandat qui couvrirait l'enseignement primaire jusqu'aux niveaux universitaires spécialisés et intégrerait les techniques d'enseignement à distance les plus modernes. Afin que les ONG et les associations qui s'occupent d'éducation et militent en faveur de la non-prolifération puissent faire entendre leur voix, le Conseil a invité le Directeur de la Campagne mondiale en faveur de l'éducation pour la paix, lancée par l'ONG Appel de La Haye pour la paix, et le Président de l'Association internationale des recteurs d'université et de la Commission for Disarmament Education, Conflict Resolution and Peace, à lui communiquer leurs réflexions sur ce point.

E. Association internationale des recteurs d'université

20. Comme par le passé, le Département a apporté son aide à l'Association internationale des recteurs d'université/Commission for Disarmament Education, Conflict Resolution and Peace, et participé à ses réunions.

F. Réunions d'information

21. À la demande du Groupe des renseignements du Département de l'information, des fonctionnaires du Département ont tenu une trentaine de réunions d'information par an qui s'adressaient à :

a) Des étudiants de passage dans le cadre de programmes universitaires portant sur l'Organisation des Nations Unies;

b) Des membres d'associations des Nations Unies de divers pays;

c) Des étudiants se préparant pour les jeux de rôle qui mettent en scène le fonctionnement de l'ONU;

d) Des membres d'ONG de passage.

IV. Coopération avec la société civile

22. Outre les activités décrites ci-après, le Département a maintenu en permanence des relations étroites avec de grandes coalitions d'ONG parmi lesquelles Abolition 2000 et Reaching Critical Will et avec des instituts de recherche, et il a suivi les travaux du Forum du Millénaire qui s'est tenu du 22 au 26 mai 1999.

A. Collaboration avec les organisations non gouvernementales

23. En collaboration avec le Comité d'ONG pour le désarmement⁷ et le Département de l'information, le Département a organisé des tables rondes à l'automne de 1998 et de 1999 au cours de la Semaine du désarmement et au printemps de 1999 durant la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération en 2000, et pendant la session de la Commission du désarmement. Les débats ont couvert des sujets très divers. Les questions relatives aux armes de destruction massive – en particulier, les armes nucléaires – ont été abondamment traitées, notamment en relation avec la Coalition pour un nouvel ordre du jour, le rapport du Forum de Tokyo, l'application du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, la levée de l'état d'alerte et les aspects techniques et politiques des armements à base d'uranium appauvri. Plusieurs débats ont porté sur une nouvelle initiative ONG, l'Action mondiale pour la prévention des guerres, qui a été présentée aux 9 000 participants de la Conférence Appel de La Haye pour la paix en mai 1999. Les préoccupations d'ordre humanitaire et les aspects concernant le développement ont été abordés à propos des incidences de la prolifération des armes légères, des initiatives régionales en Amérique latine et en Afrique et de la relation entre désarmement et développement. Le Département a facilité la publication de documents issus de ces manifestations conjointes avec le Comité d'ONG pour le désarmement⁸. Des transcriptions éditées des débats peuvent être consultées à l'adresse suivante : <<http://www.igc.org/disarm/forum.html>>.

B. Représentation à des réunions d'organisations non gouvernementales

24. Lors d'une réunion qui avait été organisée par la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres à Dublin (Irlande) du 15 au 18 septembre 1998 afin de préparer la publication du *Landmine Monitor Report 1999*, un représentant du Département a décrit comment l'ONU aide les États parties à la Convention sur l'interdiction des mines terrestres anti-personnel à établir leurs rapports sur les mesures de transparence prises conformément à l'article 7 de cette Convention.

25. Le Département était représenté à l'Appel de La Haye pour la paix qui a eu lieu à La Haye du 11 au 16 mai 1999. À l'invitation des organisateurs, le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, dans l'impossibilité de participer à cette réunion, avait enregistré une déclaration sur cassette vidéo « Civil society and the verification of disarmament », qui a été présentée lors d'un atelier. Le représentant du Département à la Conférence a dirigé une table ronde sur les problèmes de désarmement au XXI^e siècle.

C. Participation des organisations non gouvernementales aux réunions intergouvernementales

26. En collaboration avec les États parties, le Département a facilité la participation d'ONG aux sessions de 1998 et de 1999 du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération en 2000 et à la Conférence proprement dite, et ce, en application d'une décision du Comité tendant à donner aux représentants des ONG la possibilité de s'adresser aux délégations au cours de chaque session ainsi qu'à la Conférence. Cela représentait un progrès considérable par rapport à la Conférence de 1995 au cours de laquelle les ONG avaient seulement été autorisées à assister aux séances publiques. Les modalités de la participation des ONG aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illégal des armes de petit calibre, qui se tiendra en 2001, ne sont toujours pas fixées.

V. Activités régionales

27. Dans une série de résolutions adoptées à sa cinquante-quatrième session, l'Assemblée générale a réaffirmé l'utilité des trois centres régionaux du Département – pour l'Afrique, pour l'Asie et le Pacifique et pour l'Amérique latine et les Caraïbes – en ce qui concerne les activités de diffusion et les programmes d'éducation. Par le biais de ces centres, le Département s'est employé de diverses manières à promouvoir le dialogue et la confiance dans leurs régions respectives⁹.

VI. Formation

A. Programme de bourses de l'ONU

28. Comme il en a été chargé par l'Assemblée générale, le Département a continué de mettre en oeuvre le programme de bourses, de formation et de services consultatifs des Nations Unies en matière de désarmement. Ce programme conçu pour développer les compétences dans un plus grand nombre d'États Membres, en particulier de pays en développement, a permis de former 50 diplomates pendant la période considérée (pour plus de précisions, voir le document A/55/152).

B. Accueil de stagiaires

29. À New York et à Genève, le Département a accueilli et formé des étudiants diplômés, dans le cadre de plusieurs programmes de stage (voir le tableau ci-dessous). Les stagiaires étaient répartis dans les différents services du Département en fonction de leurs centres d'intérêt et des besoins internes. Ils ont participé à des tâches d'organisation et établi des rapports sur les organes s'occupant de désarmement, rédigé des notes d'information et des bibliographies sur des thèmes particuliers, résumé des articles de revues universitaires, et organisé et annoncé des colloques et des tables rondes.

Programme de stages de l'Organisation des Nations Unies s'adressant à des étudiants de 2e ou de 3e cycle	4-6 stagiaires à plein temps	Durée 2-3 mois	Trois fois par an
Monterey Institute of International Studies/ Centre for Nonproliferation Studies	Un stagiaire à plein temps à New York Un stagiaire à plein temps à Genève	Durée 6 mois Durée 8 mois	Deux fois par an Une fois par an
Fordham University, New York	Un stagiaire à temps partiel	Durée 2-3 mois	Une fois par an
Nova South-eastern Law School, Floride	Un (ou deux) stagiaire(s) à plein temps	Durée 2-3 mois	Deux fois par an
Columbia University/ School of International and Public Affairs, New York	Deux stagiaires à plein temps	Durée 2 mois	Une fois par an
Armenian General Benevolent Union, New York	Un stagiaire à plein temps	Durée 2 mois	Une fois par an

C. Ateliers de surveillance coopérative

30. En collaboration avec le Cooperative Monitoring Center des Sandia National Laboratories du Département de l'énergie des États-Unis d'Amérique, le Département des affaires de désarmement a parrainé quatre ateliers organisés au Siège les 9 et 10 février 2000 sur les techniques de surveillance coopérative pour le contrôle des armes, le désarmement et d'autres mesures de sécurité. Parmi les 60 participants se trouvaient des membres de plusieurs départements de l'ONU [Département des affaires de désarmement, Département des affaires politiques et Commission de contrôle, de vérification et d'inspection des Nations Unies (COCOVINU)], des diplomates, des journalistes et des ONG. Ces ateliers seront répétés à Genève au début de 2001 à l'intention des représentants à la Conférence du désarmement, des fonctionnaires du Service de Genève et de ceux de l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement, des journalistes et des ONG.

VII. Activités du Département de l'information

31. Conformément à son mandat et en coopération avec le Département des affaires de désarmement, le

Département de l'information a continué de faire connaître les activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement.

A. Radio

32. Le Département de l'information a traité en profondeur différents aspects du désarmement et des questions connexes dans des bulletins d'information et des émissions d'actualité diffusées en 15 langues. Les émissions d'information proposent des reportages sur les travaux des organes s'occupant de désarmement – la Conférence du désarmement et la Première Commission –, le processus préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération nucléaire en 2000 et la Conférence proprement dite, ainsi que les activités des parties à la Convention sur les armes chimiques, à la Convention sur les armes biologiques et au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Ces émissions couvrent les sujets les plus divers : questions nucléaires, incidences des armes légères sur le développement socioéconomique et mesures prises par l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du déminage. Le Département a produit par ailleurs 30 émissions d'actualité et 14 émissions de reportage, dans les langues officielles et dans d'autres langues, pour diffusion régionale et mondiale.

B. Télévision

33. Les questions de désarmement font l'objet de nombreux produits vidéo : *L'ONU en action*, série de magazines d'information diffusés dans plus de 100 pays et *World Chronicle*, une émission débat de l'ONU qui présente des entretiens avec le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement et avec le Secrétaire général de la Conférence d'examen du Traité de non-prolifération en 2000. Par ailleurs, le Département de l'information, en liaison étroite avec le Département des affaires de désarmement, a achevé la production d'un documentaire sur les transferts illicites d'armes légères. Ce documentaire intitulé *Armed to the Teeth*, a été produit en anglais dans une version courte de 28 minutes destinée au public, notamment aux écoles et à d'autres établissements d'enseignement, et dans une version de 55 minutes pour la diffusion télévisuelle. Il sera proposé dans d'autres langues au cours

de 2000, et devrait contribuer de manière significative à la campagne de sensibilisation aux questions relatives aux armes légères avant la Conférence de 2001. D'ici la fin de l'année, il sera disponible en français et en espagnol.

C. Publications

34. Le Département de l'information a publié sur les questions de désarmement près de 200 communiqués de presse en anglais et plus de 150 en français ainsi que des notes d'information sur nombre des activités mentionnées dans les sections précédentes du présent rapport. En outre, il s'est employé à sensibiliser le public aux questions de désarmement par le biais de ses publications périodiques : la *Chronique des Nations Unies* et l'*Annuaire des Nations Unies*, les deux brochures « L'ONU en quelques mots » et « Image et réalité, » ainsi que le document de référence sur les conférences et manifestations des Nations Unies. Dans l'*ABC des Nations Unies*, dont on prépare une nouvelle édition, une section importante couvre l'éventail complet des questions du désarmement et du rôle de l'ONU dans ce domaine. Le Service d'information des Nations Unies sur Internet, produit par le Département de l'information, propose régulièrement des reportages sur les réunions et les questions relatives au désarmement.

35. En collaboration avec le Département des affaires de désarmement et le secrétariat technique provisoire de la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, le Département de l'information a produit une brochure sur le Traité en anglais, en français et en espagnol, avec une aide financière du Gouvernement finlandais. Il a participé, en collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix, à la production de publications sur les mines terrestres.

D. Organisations non gouvernementales

36. Les questions de désarmement ont aussi été traitées lors des réunions d'information hebdomadaires destinées aux ONG qui sont organisées au Siège de l'ONU, par le Département de l'information, sur des thèmes tels que : la campagne contre le trafic d'armes, l'application du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et l'Action mondiale pour la prévention des guerres. En septembre 2000, la Conférence annuelle Département de l'information/ONG s'intéressera

tout particulièrement à la question du trafic des armes légères.

E. Renseignements

37. Par l'intermédiaire de son Groupe des renseignements, le Département de l'information a répondu à 832 demandes de renseignements sur des questions relatives au désarmement. La nouvelle publication de ce groupe, « Everything You Always Wanted to Know About the UN », présente le désarmement et des questions connexes aux élèves du secondaire. Le Service des programmes de groupe et de liaison avec le public a organisé 40 réunions d'information sur le désarmement auxquelles ont participé plus de 2 100 personnes, et l'exposition sur le désarmement qui a été intégrée à la visite guidée a été vue par quelque 900 000 visiteurs pendant la période considérée. Comme on l'a mentionné précédemment, cette exposition est rénovée en collaboration étroite avec le Département des affaires de désarmement.

F. Centres d'information des Nations Unies

38. Les 78 centres d'information des Nations Unies, leurs services et leurs bureaux ont produit ou traduit et diffusé des documents d'information relatifs au désarmement. Ils ont reproduit les programmes d'information du Département et lancé leurs propres initiatives, généralement en collaboration avec des ONG, des établissements universitaires ou des organes de presse locaux. En outre, ils ont joué un rôle important, bien que souvent sous-estimé, dans l'organisation de réunions et de manifestations locales, régionales et internationales sur le désarmement comme la Conférence internationale sur un désarmement durable pour un développement durable tenue à Bruxelles les 12 et 13 octobre 1998, les réunions des centres régionaux de l'ONU et les réunions sur les questions relatives aux mines terrestres, qui ont eu lieu au Caire, à Tokyo, à Washington et à Tunis.

G. Autres activités

39. Pour familiariser la presse avec les questions de désarmement, le Département de l'information a mis sur pied deux programmes de réunions d'information destinées respectivement à la National Conference of

Editorial Writers des États-Unis et aux journalistes africains. Dans le cadre de ces programmes, des journalistes éminents ont rencontré le Secrétaire général adjoint aux affaires de désarmement, ce qui a permis de diffuser des informations sur le désarmement et de connaître les préoccupations de rédacteurs de grands journaux.

Notes

¹ <<http://www.un.org/ga/>>, puis cliquer sur Première Commission.

² <<http://www.un.org/Depts/dda/UNDC/UNDC.htm>>.

³ <<http://www.unog.ch/disarm/dconf.htm>>.

⁴ <<http://www.un.org/Depts/dda/DDAHome.htm>>.

⁵ <<http://www.unog.ch/UNIDIR/>>.

⁶ Résolution 39/148 H de l'Assemblée générale, annexe.

⁷ L'adresse Internet de ce comité est la suivante : <<http://www.igc.org/disarm>>.

⁸ *The World at a Critical Turning Point*, New York, 1999 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.99.IX.5).

⁹ Voir à ce propos les rapports suivants de chacun des centres régionaux : A/54/332 et Add.1 et A/55/171 (Afrique), A/54/255 et Add.1 (Asie et Pacifique), et A/54/310 et Add.1 et A/55/169 (Amérique latine et Caraïbes).